

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 25 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PLAISIRS PÂTISSIERS

Zone Industrielle
19 360 Malemort

Références : 2026-03-25 UiD192026-0036r georisques
Code AIOT : 0006002041

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement PLAISIRS PÂTISSIERS implanté RUE CHARLES BOULLE ZI DE LA RIANTE BORIE EX. STE NOUVELLE LES DÉLICES DE NINON 19 360 Malemort. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une campagne d'inspections "coup de poing" dite OCP Produits Chimiques menée par les services en charge de l'Inspection des Installations classées à l'échelle régionale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLAISIRS PÂTISSIERS
- RUE CHARLES BOULLE ZI DE LA RIANTE BORIE EX. STE NOUVELLE LES DÉLICES DE NINON 19 360 Malemort
- Code AIOT : 0006002041
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Spécialiste du feuilletage, de mini-produits apéritifs, des entremets et bavares, de pâte à choux garnie, de tartes et tartelettes, de produits à pâte crue à cuire, du prêt à garnir congelé et de toute autre pâtisserie du type flan ou moelleux au chocolat, le site de fabrication de la société Les Plaisirs Pâtisseries a été fondé en 1972 par un maître pâtissier de Corrèze (France) et propose un très large assortiment de références surgelées garnies, sucrées ou salées, à cuire, à réchauffer ou décongeler. Les Plaisirs Pâtisseries disposent d'un outil de production, grâce auquel ils contrôlent toutes les étapes de fabrication des produits de pâtisserie surgelée sucrée ou salée, aussi bien les phases de préparation (des pâtes, des garnitures), que des phases d'assemblage des différents éléments (dosage, découpe, surgélation, conditionnement).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	6 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 2.10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Production de froid	Code de l'environnement du 10/03/2026	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Contrôles périodiques ICPE pour les rubriques DC	Code de l'environnement du 10/03/2026, article R. 512-56	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 5.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La formation d'un nouveau tandem pour la gestion des TARs est une priorité.

L'évacuation dans les filières agréées de recyclage des produits biocides stockés depuis 2021 ou 2022 et ayant dépassé la DLUO est à mener rapidement.

Les contrôles périodiques ICPE sont à réaliser.

Un bilan des stocks de produits (dont les biocides) est à réaliser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31 :</u> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. <u>Article 35 :</u> Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Sur site nous pouvons ranger les biocides utilisés en deux catégories : 1°) Les biocides utilisés pour le nettoyage des lignes de production Concernant cette première catégorie de produits, l'exploitant expose un classeur dans lequel toutes les FDS des produits biocides sont rangées avec ordre et un code couleur spécifique : acide (rouge), neutre (blanc) et base (jaune). Le sondage au hasard sur quatre de ces biocides est réalisé : <ul style="list-style-type: none">• HYPROTANK ED : FDS version 7.2.0 du 07/07/2025• DEPTAL K : FDS version 7.0.0 du 12/05/2022• DEPTIL CL : FDS version 2.0 du 15/06/2025• DEPTIL BSMAX version 7.2.0 du 02/07/2025 L'exploitant indique que ce classeur est présent dans le local de production sous la responsabilité du responsable de l'équipe de nettoyage. Au sein de l'équipe de nettoyage, quatre personnes sont formées à la manipulation. Une attestation de formation d'une heure le 24/02/2024 est présentée. En particulier, le support de formation explique l'utilité des stickers apposés sur les bidons de biocides mais reste, néanmoins, assez lacunaire sur l'importance des FDS associées. La disponibilité des FDS est effective au niveau du responsable d'équipe qui, oralement nous indique ne pas en connaître le contenu exact. 2°) Les biocides utilisés pour les tours aéroréfrigérantes Concernant cette deuxième catégorie de biocides dédiés à l'usage unique de la désinfection des circuits d'eau des deux tours aéroréfrigérantes (TAR N°3 et TAR N°7) encore en activité sur site, il est présenté les deux classeurs de suivi de chacune des TAR dans lesquels sont mentionnés les FDS suivantes : <ul style="list-style-type: none">• biocide : ALG200• biocide : ALG600• biocide : ALG800• détartrant : AT 8440 Les FDS TRESCH sont anciennes et ne sont pas à jour. Sur demande de l'Inspection, la société TRESCH envoie par courriel pendant la visite d'inspection les dernières FDS à jour à l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ol style="list-style-type: none">1. Une attention particulière dans la mise à jour des FDS des biocides utilisés doit être mise en place plus régulièrement auprès des fournisseurs qui doivent transmettre les dernières FDS à jour.2. L'exploitant proposera à ses opérateurs une formation plus précise sur les FDS et leur contenu avant fin 2026.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Une vérification par échantillonnage sur la mise en œuvre réelle des prescriptions de la FDS sur les conditions de stockage et les moyens d'intervention est réalisée.</p> <p>Une mesure de maîtrise des risques est sélectionnée par sondage dans les rubriques 5, 6, 7 et 13 de la FDS du produit DEPTIL BC MAX utilisé dans le cadre de la désinfection de la ligne de production.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rubrique 6 "Mesures à prendre en cas de déversement" : <p>Cette rubrique semble méconnue car le cas n'est jamais arrivé. L'Inspection rappelle aux personnes présentes les éléments inscrits dans cette partie de la FDS et signale que l'évacuation des fuites éventuelles de produits ne doivent pas être évacuées "par les égouts".</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rubrique 13 "Considérations sur l'élimination" : <p>Une élimination et un stockage des bidons vides dans un local dédié au stockage des produits chimiques fermé à clé sous la responsabilité du responsable de l'équipe de nettoyage sont mis en place avec la société EMB-I-PACK sur la partie des biocides utilisés dans la désinfection des lignes de production.</p> <p>En revanche, les biocides périmés utilisés pour les deux tours aéroréfrigérantes n'ont pas été éliminés (cf. partie relative aux tours aéroréfrigérantes).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les paragraphes 5, 6, 7 et 13 des FDS des produits doivent être mieux appréhendés lors de la formation prévue avant fin 2026.</p> <p>Une proposition du responsable maintenance du site, concernant le transport des produits biocides entre la rétention du local produits chimiques et le lieu de leur usage avec une rétention mobile adaptée est envisagée et à mettre en place.</p> <p>Une procédure à tenir en cas de fuites de produits biocides est à mettre en place en fonction des points N°6 des FDS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Cuvettes de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>1°) Pour ce qui concerne les produits biocides utilisés pour le nettoyage des lignes de production :</p> <p>Ils sont stockés dans le local de produits chimiques qui est fermé à clé et géré par le responsable de l'équipe de nettoyage.</p> <p>Le local est bien éclairé, volumineux, très propre et bien tenu.</p> <p>Les rétentions se trouvent derrière un enclos grillagé et fermé à clé.</p> <p>Les rétentions se font selon le classement de couleur (rouge "acide", blanc "neutre", jaune "base/alcalin")</p> <p>Les rétentions sont bien dimensionnées.</p> <p>2°) Pour ce qui concerne les produits biocides utilisés pour les tours aéroréfrigérantes :</p> <p>Ce petit local un peu à l'écart, fermé à clé n'est pas éclairé et très sombre.</p> <p>Le stockage des biocides s'effectue sur deux rétentions métalliques.</p> <p>2 bidons de produits biocides étaient à cheval sur deux rétentions (déplacement et correction sur place) et une petite rétention avec des bidons d'huile se trouvaient dessus (déplacement et correction sur place).</p> <p>Les rétentions sont bien dimensionnées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au vu de la situation et sur proposition et accord de Monsieur le Directeur du site, il conviendra de déplacer le stockage actuel des produits biocides dédiés aux tours aéroréfrigérantes dans un deuxième enclos grillagé spécifique dans l'actuel local produits chimiques.</p> <p>Une photographie de la mise en place sera transmise à l'Inspection des Installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 5.7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis selon les dispositions du point 2.11 doit se faire, soit dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après. Rappel : 2.11. Isolement du réseau de collecte Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. 7. Déchets 7.1. Récupération, recyclage, élimination L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. 7.2. Contrôles des circuits L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation. 7.3. Stockage des déchets Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...). La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. 7.4. Déchets non dangereux Les déchets non dangereux (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations autorisées. Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes (art. R. 543-66 à R. 543-72 du Code de l'environnement). 7.5. Déchets dangereux Les déchets dangereux doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du Code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. Un registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.) est tenu à jour. L'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés trois ans.
Constats : 1°) Dans le local produits chimiques : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les acides et les bases sont bien différenciées. 2°) Dans le local produits biocides tours aéroréfrigérantes : Une rétention comprenant des huiles a été déplacée aisément. Les bidons à cheval sur deux rétentions ont été remis en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : Il n'est pas tenu à jour un état des stocks des produits biocides sur site. Après discussion avec le responsable de l'équipe de nettoyage, la variation des stocks étant assez faible, l'état des stocks demandé par l'Inspection des Installations classées pourrait être raisonnablement menée de manière hebdomadaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra en place un état des matières stockées (ou un registre entrée/sortie) de manière hebdomadaire, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Production de froid

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/03/2026

Thème(s) : Situation administrative, Rubrique ICPE 2921

Prescription contrôlée :

Sous couvert du récépissé de déclaration A-5-CM1WP2YZ9 il a été déclaré le 18/02/2025 les puissances suivantes :

Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	Quantité totale	Quantité projet	Régime
2921	2921-1-b	Refroidissement évaporatif ou récupération de la chaleur	Puissance thermique 803 kW	Puissance thermique -1150kW	DC

Or, dans GIDAF sont déclarées les Tours AéroRéfrigérantes (TAR) suivantes :

1°) TAR N° 3VX C5 288 P de 970 kW

2°) TAR N°7 "nouvelle tour" de 453 kW

Total : 1423 kW => 2921 DC

Constats :

Point de situation des Tours AéroRéfrigérantes (TAR) sur site :

Actuellement il reste deux TARs en fonctionnement sur site : la TAR N°3 et la TAR N°7.

Les dates approximatives d'arrêt des anciennes TARs sont les suivantes :

- TAR N° 6 : arrêtée définitivement en 2016

- TAR N° 1 et 2 : arrêtées définitivement en juin 2014

- TAR N° 3 : arrêtée temporairement en août 2018 et remise en service en février 2021

- TAR N°4 et 5 : arrêt définitif début 2021.

D'après les fiches exploitant retrouvées lors de la visite d'inspection :

- la TAR N° 3 de 1997 possède le numéro de série VX C5 288 P pour une puissance de 973 kW
- la TAR N°7 dite "nouvelle tour" possède le numéro de série VX C166 PED 100 pour une puissance de 453 kW

La puissance installée sur site est donc de 1 426 kW au titre de la rubrique 2921.

Par conséquent le récépissé de déclaration du 18/02/2025 est erroné au niveau de la puissance déclarée de 803 kW au titre de la rubrique 2921.

- **Désignation d'un nouveau responsable des TARs :**

Le départ de la société de l'ancien responsable maintenance a induit de profondes modifications en interne afin de lui trouver des remplaçants.

L'actuel responsable maintenance est semble-t-il appelé à reprendre le sujet TAR et lui sera adjointe une autre personne de la société en suppléance.

- **Analyse Méthodique des Risques (AMR) :**

La représentante de la société TRESCH agissant en sa qualité de traiteur d'eau, indique avoir repris le sujet vers août 2020.

La dernière AMR daterait de 2021 mais n'a pas été retrouvée suite au départ de l'ancien responsable maintenance .

Le Directeur du site a tenté sans succès de retrouver sur les serveurs les dernières AMR.

- **FDS des biocides des TARs :**

La représentante de la société TRESCH agissant en sa qualité de traiteur d'eau, a envoyé par courriel les dernières FDS mises à jour pendant la visite d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Il conviendra de corriger la puissance déclarée au titre la rubrique 2921 en mentionnant 1 426 kW au lieu de 803 kW même si cela n'a pas d'incidence sur le régime de classement ICPE qui demeure la déclaration avec contrôle périodique (DC).
- Il conviendra de désigner nommément par un document à rajouter dans le classeur le responsable des TAR et son suppléant.
- Il conviendra de former sur la thématique "légionelles" dans un délai assez court le nouveau responsable des TARs ainsi que son suppléant.
- Il conviendra de retrouver les AMR et d'en produire une autre pour chacune des deux TAR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Contrôles périodiques ICPE pour les rubriques DC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/03/2026, article R. 512-56
Thème(s) : Situation administrative, Contrôles périodiques ICPE pour les rubriques DC
Prescription contrôlée : Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66. La demande précise la ou les rubriques de la nomenclature dont relèvent les installations à contrôler ainsi que la date de mise en service de chacune d'elles.
Constats : Aucun contrôle périodique ICPE n'a, semble-t-il, été mené au cours des 5 dernières années. L'impossibilité d'accès aux données de la messagerie de l'ancien responsable maintenance n'a pas permis de retrouver une trace éventuelle de ces éléments.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant effectuera le contrôle périodique de ses installations avec un organisme agréé pour les quatre rubriques ICPE auxquelles il est soumis à savoir : 2220, 2221, 2921 et 4735. L'exploitant tiendra informée la DREAL de l'effectivité du contrôle périodique dans les 3 mois en transmettant les rapports et en précisant, le cas échéant, les actions correctives prévues.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois